



Bulletin

FrancoPaix

Vol. 1, no 10 - Décembre 2016

Construction de la paix et les besoins de transformations sociales : le cas colombien

Par **Diego F. Osorio**

Lors du référendum du 2 octobre 2016, la ville de Bojayá (proche de la frontière avec le Panama) vota à 96% pour une proposition d'accord de paix mettant fin à plus de 50 ans de conflit. En 2002, cette ville fut la scène de l'un des pires massacres (119 victimes) dans la longue histoire de l'affrontement entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'État colombien. Malgré tout, à la surprise générale, la population colombienne rejeta cet accord de paix. Après le choc initial, les victimes du conflit à Bojayá ont rapidement riposté : «(...) nous les victimes de Bojayá, nous avons souffert de la guerre et pour cela nous avons voté oui pour la paix. La volonté des victimes doit être respectée».¹

Toutefois, à Bogotá et dans tous les centres urbains, les opposants de cet accord ont fêté cette victoire serrée, pensant avoir sauvé le pays de la mainmise des FARC. Certains ont mentionné la voix d'une majorité, mais, en réalité, la majorité des Colombiens(ne)s ne se sont pas prononcés sur ce conflit qui a marqué l'histoire récente du pays, comme l'illustre le taux d'abstention de 62%.² Ce conflit a pourtant plus de 50 ans. Il oppose une guérilla rurale d'autodéfense issue du contexte d'une violence politique entre les partis traditionnels qui s'est métamorphosée au fil des années en une force politique et militaire d'orientation marxiste. À son apogée, les FARC ont réussi à mettre le pays en état de siège, se

distinguant par des activités militaires et criminelles (extorsion, enlèvement, trafic de drogue, etc.). Ce conflit s'est aussi métastaté aux autres sphères sociales, devenant symptomatique de profondes inégalités sociales et économiques qui perdurent.

Ce référendum, comme tant d'autres événements récents, permet de constater le degré de polarisation de la société colombienne. Est-ce le résultat de divisions sociales, économiques ou culturelles ? Est-ce une illustration du fossé entre urbains et ruraux ? Comment concilier ces ambivalences qui semblent définir ce pays ? Les réponses ne sont pas faciles à trouver dans un pays complexe, berceau du réalisme magique de Gabriel García Márquez. Le conflit s'est intégré progressivement et de manière unique dans le quotidien de beaucoup de Colombiens.

Malgré ces défis, le pays a montré une forte résilience sociale, politique, économique et culturelle alors qu'il était au bord de l'implosion dans les années 90. La Colombie progresse économiquement aujourd'hui avec des taux de croissance enviables. C'est un pays à revenu intermédiaire avec des indicateurs d'inégalités sociales très négatifs, mais qui aujourd'hui cherche à devenir membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).



Dans ces contrastes, nous pouvons trouver plusieurs pistes de compréhension de l'échec du référendum, mais aussi certaines opportunités pour la paix. Pour cela, nous allons examiner les différentes forces en présence, leurs sous-bassements idéologiques influençant les différentes conceptions de la paix, la relative faiblesse institutionnelle de l'État colombien et les possibles alternatives, et enfin la capacité générale des Colombiens à l'innovation sociale pour faire face aux nouveaux défis.

Le fossé idéologique

Le référendum a reflété la polarisation du pays. Il a souligné des différences profondes dans les projets de société des différents groupes sociaux. Le camp du non, sous la direction de l'ancien président Alvaro Uribe et son parti le Centre Démocratique, a réuni entre autres les forces politiques de la droite, des grands propriétaires terriens et leurs soutiens, et les églises évangéliques conservatrices.

De manière globale, les opposants étaient animés par différentes questions : le rejet d'une «apparente» impunité offerte dans l'accord ; les changements sociaux, économiques et institutionnels tels qu'une réforme foncière visant à diminuer le monopole asphyxiant d'une minorité qui accapare la majorité des terres³ ; un modèle de participation politique pour les anciens guérilleros ; et enfin le refus d'une nouvelle orientation dans la politique de lutte contre le trafic de

drogues, jugée naïve et permissive par les opposants. D'un point de vue territorial, le rejet du référendum fit consensus dans la région natale de l'ancien président Uribe, Antioquia, l'une des plus prospères et qui se différencie de plus en plus du reste du pays.

Le camp du oui était clairement plus hétérogène. Il regroupait le gouvernement du président Santos, les forces de la gauche démocratique et progressiste, des organisations de la société civile, des groupes de victimes du conflit, et des groupes ethniques et sociaux minoritaires tels que les Premières Nations, LGBT, les Afro-Colombiens, ou encore les organisations de défense des populations les plus pauvres. Toutefois, malgré le potentiel de ce regroupement, le camp du oui n'a pas réussi ni à coordonner ses actions, ni à présenter un message cohérent vis-à-vis la majorité de la population qu'il fallait convaincre.

Pour comprendre la nature politique de cet accord de paix, on peut par exemple aborder le problème de deux manières : maximaliste ou minimaliste. Ces deux visions reflètent les différents degrés d'ambition pour le changement social dans la société colombienne. De façon maximaliste, l'accord représentait une possibilité de négocier une paix avec les FARC sur la base d'un effort réformateur global. C'était ici une manière de proposer un nouveau contrat social, en cherchant à mettre en œuvre des réformes structurelles dans plusieurs secteurs, telles que la réforme foncière. Le mot

négociation est très important parce que la logique ici est celle d'une paix entre deux ennemis prêts à sceller la fin du conflit au lieu de poursuivre une victoire militaire illusoire. C'est en somme la recherche d'une « paix positive », et non d'une paix négative ou d'une capitulation d'une des parties. Toutefois, pour ses détracteurs, cet accord de paix demandait un prix trop important à payer. Ils étaient convaincus de la viabilité d'une victoire militaire sur les FARC, si l'on se donnait le temps et les ressources. Le camp du non dénonçait une impunité institutionnalisée en échange de la fin de l'insurrection ainsi que des changements sociaux « trop radicaux ». En effet, l'inclusion dans l'accord de la question de la réforme foncière, l'appui financier aux insurgés démobilisés, mais aussi la diffusion de fausses informations ont fait dire aux opposants de cet accord que celui-ci pourrait être le premier pas vers une transformation de la Colombie autour de la vision du « castro-chavisme ».

Du point de vue minimaliste, cet accord tentait principalement de mettre un terme à violence des FARC comme instrument d'accession au pouvoir politique. C'était ici un compromis permettant des concessions tactiques pour faciliter la démobilisation de la guérilla d'inspiration marxiste. Clairement, dans cette perspective, en soutenant l'idée d'une supériorité militaire des forces armées colombiennes, il n'était pas nécessaire de réaliser d'importants compromis. La démobilisation et la paix étaient plutôt issues de la générosité de l'État qui pouvait se permettre de négocier dans une position de supériorité.

Entre ces deux visions maximaliste et minimaliste, il est clair que l'appétit pour adopter des réformes structurelles ou des changements importants était variable et allait demander un grand effort de pédagogie auprès de la population. Ceci n'a pas vraiment été réalisé. La population colombienne est majoritairement urbaine, plutôt conservatrice politiquement, et peu disposée à accepter des compromis avec « des terroristes », selon le langage des leaders du non. Dans ce contexte, seuls les Colombiens de la périphérie, territoriale et sociale, ceux éloignés des grandes villes, qui résident dans les zones réellement concernées par le conflit, ont massivement misé sur l'accord.

La question des déficiences marquées de l'État

D'un point de vue institutionnel, l'État colombien ne couvre pas tout le territoire du pays. C'est un territoire étendu, avec une géographie difficile marquée par des chaînes montagneuses, de grands fleuves et une diversité écologique

exceptionnelle. Ces conditions rendent difficile la présence étatique. En plus d'être absent dans de grands pans de son territoire, l'État colombien présente des déficiences très importantes au niveau de son organisation bureaucratique, de la cohérence administrative au-delà des changements électoraux, et de sa capacité à répondre aux nouveaux défis, malgré une classe technocratique de haut niveau. Dans ces conditions, ce n'est pas dans l'État seulement que résident les solutions pour aller de l'avant, que ce soit par des réformes sociales, économiques et institutionnelles, nécessaires pour répondre de façon efficace aux défis d'une paix avec les FARC et les autres groupes insurgés.

Dans des contextes de résolution de conflit similaires, on recherche des soutiens auprès de la « société civile », des syndicats, mais aussi parfois auprès des organisations religieuses. Dans le cas colombien, les ressources pour innover dans le domaine de la gouvernance se trouvent aussi dans le secteur privé, représenté par de puissants conglomérats comme le GEA (Groupe d'Entreprises d'Antioquia), avec un capital social et un savoir-faire de gestion reconnu en Amérique du Sud. Il ne s'agit pas de promouvoir ici une gouvernance menée par les intérêts privés, mais de constater que, dans le cas colombien qui nous intéresse, le secteur privé possède les capacités nécessaires pour concevoir, innover, planifier et mettre en œuvre des réformes.

Le référendum a reflété la polarisation du pays. Il a souligné des différences profondes dans les projets de société des différents groupes sociaux.

À titre d'exemple, les structures de gouvernance créées ou appuyées à Antioquia dans une collaboration publique/privée ont donné lieu à l'essor administratif et social qui a transformé Medellín,

auparavant une des villes les plus dangereuses au monde, fortement touchée par la violence des narcotrafiquants. Cette alliance a permis l'émergence d'institutions comme ProAntioquia⁴, très influent groupe de réflexion, résolument capitaliste, mais avec un accent social, de modernisation et d'efficacité de l'État, cherchant la cohérence administrative, ou COMFAMA⁵, en principe une caisse des services sociaux pour les employés des grandes compagnies, mais qui est devenu un des acteurs les plus influents dans la région et le muscle social du capitalisme antioqueno.

Ce degré de coordination a contribué à l'amélioration des indicateurs sociaux, administratifs, et institutionnels, biens meilleurs que dans le reste du pays. Ce secteur privé, au centre de ces changements, reste aujourd'hui très réticent à assumer les nouveaux défis sociaux très éloignés d'une

logique marchande. Ceci dit, la force des circonstances ne leur laissera probablement pas le choix et ce rôle public et social devra être assumé car il fonctionne dans le contexte local.

Innover et assumer le changement social

L'innovation sociale est complexe dans ce pays à la fois homogène et divers. Tandis que la majorité des pays du sous-continent (Venezuela, Argentine, Bolivie, Équateur et Brésil) viraient à gauche dans les années 2000, la Colombie est restée à droite, avec l'ancien président Uribe et son successeur Santos comme leaders d'un pays résolument « conservateur » politiquement et socialement. Dans son évolution institutionnelle, sa gestion macroéconomique, ses enjeux sociaux ou même ses positionnements diplomatiques, le pays a longtemps gardé une orientation conservatrice, ce qui a joué un rôle important sur la gestion du conflit.

Le dialogue social en Colombie reflète un repli sur soi, et les restes d'un certain degré d'isolationnisme. Dans la société colombienne, même dans cette ère digitale, il est difficile d'intégrer dans le discours social du pays de nouvelles façons de penser une société, de canaliser la participation citoyenne et même d'innover, sauf certaines exceptions. De plus, la Colombie est un des pays ayant un des taux d'immigration le plus faibles du continent. Cet élément clé qui fait la vitalité des sociétés⁶ est un manque pour la société colombienne.

Et maintenant

La perspective d'un accord de paix en Colombie et de la démobilisation des FARC est déjà une réalité au sens stricte du terme. Une deuxième version de l'accord, modifiée suite à l'échec du référendum, a été approuvée par le Congrès colombien et la démobilisation est déjà en marche. Toutefois, il semblerait que cette opportunité pour refonder la société et lui donner une véritable chance d'atteindre son potentiel pourrait être gâchée. Si le nouvel accord de paix reste plutôt « minimaliste » selon les paramètres discutés précédemment, la fin de cette insurrection ne sera pas un obstacle pour l'émergence de nouveaux groupes armés. Ceux-ci seront sans doute moins prévisibles, plus atomisés et peut-être plus violents, avec moins d'objectifs politiques, mais plutôt inscrits dans une dynamique criminelle prospérant dans des conditions socio-économiques difficiles, comme parfois en Amérique centrale, au Mexique et dans d'autres pays de la région.

Néanmoins, la Colombie a aussi aujourd'hui de nombreux éléments pour transformer positivement sa société. Il s'agit

de concentrer ses ressources dans une logique plus innovatrice, pour concevoir et construire un projet de société plus inclusif, où les lacunes de gouvernance, d'inclusion sociale, de participation et de solidarité peuvent être comblées. Le cas colombien illustre la nécessité de transformations sociales profondes pour construire une paix durable. La Colombie peut changer et non seulement mettre fin au conflit armé le plus vieux de l'hémisphère occidental, mais aussi devenir un exemple de transformation sociale, une forme de « révolution tranquille », permettant la mise en place d'un système politique, économique, et social relativement équilibré et durable et surtout, plus inclusif.

Diego F. Osorio est conseiller international et consultant. Il possède 18 ans d'expérience dans l'administration publique et internationale, notamment aux Nations Unies, à l'OTAN, à la Banque Mondiale, dans la diplomatie canadienne et le secteur privé. Diego a travaillé sur la reconstruction institutionnelle/sociale, la coordination civilo-militaire, et les affaires humanitaires notamment en Colombie, Centrafrique, Afghanistan, Irak, et Kosovo. Il est chercheur associé à la Chaire Raoul-Dandurand et au Montreal Institute for Genocide and Human Rights Studies.

¹ El tiempo, 5 octobre 2016, [«La voluntad de paz de las víctimas debe ser respetada»](#).

² BBC Mundo, 3 octobre 2016, [«Qué dice de Colombia que haya habido 62% de abstención en el histórico plebiscito por el proceso de paz»](#).

³ The Economist, 16 septembre 2010, [«Land and violence in Colombia: This land is our land»](#).

⁴ Site de la fondation [Proantioquia](#).

⁵ Site de la Caisse [Comfama](#).

⁶ Latin American Post, 7 septembre 2016, [«Immigration restrictions are holding back LatAm's economy»](#).

Appel à communications – Quel avenir pour la résolution des conflits en Afrique?

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand et le Réseau sur la Paix et la Sécurité en Afrique de l'Ouest sont heureux de s'associer pour la tenue de leur colloque annuel qui aura lieu début mai 2017 à Montréal, Canada. Le RPSAO est une initiative transcontinentale à laquelle le Centre FrancoPaix est associé pour promouvoir le débat, les dialogues et le soutien à la co-production de recherches sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest.

Pour cela, le Centre FrancoPaix et le RPSAO invitent les chercheurs et praticiens à soumettre des résumés de contributions de 250 mots sur le thème: « Quel avenir pour la résolution des conflits en Afrique? ». Pour plus d'informations, incluant la liste des sujets possibles, consultez le site web du RPSAO contenant l'appel en anglais. Veuillez envoyer les contributions en français ou en anglais à l'adresse suivante, d'ici le 20 janvier 2017 : westafricasymposium@gmail.com

Notez que la langue principale de la conférence sera le français. Veuillez noter également que les contributeurs devraient approcher leur institution pour obtenir le financement pour assister au colloque. Certains fonds limités seront peut-être disponibles pour aider les collègues qui souhaitent participer, et dont les propositions seront acceptées, mais cela ne peut pas être garanti à ce stade. Pour plus d'informations, consultez le site web du RPSAO [ici](#).

Nouvelles et annonces

- Marie Brossier a co-dirigé avec Gilles Dorronsoro le dossier thématique [«Hérité et compétition politique : Le paradoxe de la transmission familiale du pouvoir politique»](#), dans la revue Critique Internationale.
- Adam Sandor a publié [«Border Security and Drug Trafficking in Senegal: AIRCOP and global security assemblages»](#) dans la revue Journal of Intervention and Statebuilding.
- Adam Sandor a participé au Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique les 5 et 6 décembre.
- Le [Centre Interdisciplinaires de Recherches sur l'Afrique et le Moyen Orient \(CIRAM\)](#), co-dirigée par Marie Brossier, a reçu la reconnaissance de «Centre en émergence» de l'Université Laval en novembre 2016.
- Hyacinthe Bley a présenté le 8 décembre «L'analyse des facteurs de la violence politique en Afrique Subsaharienne» lors de la conférence de la Fondation Konrad Adenauer sur la sécurité en Afrique Subsaharienne, à Abuja, Nigeria.
- Émile Ouedraogo a participé à un atelier du Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) en tant que consultant et conférencier lors de la consultation annuelle du CCR à Montréal le 24 novembre 2016, sur le thème «Les crises oubliées des réfugiés en Afrique subsaharienne ».
- Ousmane Diallo a présenté «Between the Local and the National: Insecurity and Peace Initiatives in Mali» lors de la conférence [«Peace and Conflict Studies Graduate Students Conference»](#), à l'Université du Manitoba, les 21 et 22 octobre à Winnipeg.
- Marie Brossier a modéré le 21 novembre le panel «Résistances autoritaires en Afrique centrale et des Grands Lacs» au colloque final du Joint African Studies Program [«Politique de la rue mobilisations citoyennes, violence et démocratie en Afrique»](#).
- Jonathan Sears est du 6 au 24 décembre le chef d'équipe d'évaluation du programme nationale du Comité Central Mennonite, en partenariat avec l'[Éthique Paix Justice](#).

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie. Le CFP est financé en partie par l'Organisation internationale de la Francophonie. Chaire Raoul-Dandurand | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca
dandurand.uqam.ca

